

TRAITE DE FUSION SIMPLIFIEE

PAR VOIE D'ABSORPTION DE LA SOCIETE

CENTRE INFORMATIQUE DE TRAITEMENT (CIT)

PAR LA SOCIETE

NEOX-IT

29 juin 2026

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

NEOX-IT, société par actions simplifiée au capital de 222.080.208,30 euros dont le siège social est situé 7 rue Jean Mermoz – 78000 Versailles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 915 148 126,

Représentée par MACH-R, Président, elle-même représentée par M. Cyril BAILLY, son gérant ;

Ci-après désignée la « **Société Absorbante** »

D'UNE PART

ET :

CENTRE INFORMATIQUE DE TRAITEMENT, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 700.000 euros dont le siège social est situé 229 chemin de la Farlède, Business Park, Bât D ZAC des Playes, 85300 La Seyne-sur-Mer, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 323 378 851,

Représentée par M2CES, président, elle-même représentée par M. Stéphane Feraud, son président,

Ci-après désignée la « **Société Absorbée** » ou « **CIT** »

D'AUTRE PART

Ci-après ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

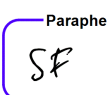
DS Paraphe
 

Table des matières

EXPOSE LIMINAIRE :	5
1. Caractéristiques de la Société Absorbée	5
2. Caractéristiques de la Société Absorbante	6
3. Liens entre les deux sociétés	10
3.1. Liens en capital	10
3.2. Dirigeants communs	10
4. Consultation des instances représentatives du personnel	10
5. Evènements importants intervenus depuis la clôture du dernier exercice social	10
CHAPITRE I - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION - DATE D'EFFET DE LA FUSION - REGIME JURIDIQUE DE LA FUSION – FUSION SIMPLIFIEE - ARTICLE L 236-11 DU CODE DE COMMERCE – METHODES D'EVALUATION UTILISEES	11
ARTICLE 1. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION	11
ARTICLE 2.COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION	11
ARTICLE 3.DATE D'EFFET DE LA FUSION – RETROACTIVITE FISCALE ET COMPTABLE	12
3.1. Date d'effet juridique	12
3.2. Rétroactivité fiscale et comptable	12
ARTICLE 4.REGIME JURIDIQUE DE LA FUSION – FUSION SIMPLIFIEE ARTICLE L 236-11 DU CODE DE COMMERCE	12
ARTICLE 5. METHODES D'EVALUATION UTILISEES	13
5.1. Méthode d'évaluation du patrimoine à transmettre	13
5.2 Absence de calcul d'une parité d'échange	13
CHAPITRE II - DETERMINATION DES APPORTS-FUSION PAR CIT A NEOX-IT	14
ARTICLE 6. DESIGNATION DE L'ACTIF SOCIAL	14
ARTICLE 7. PRISE EN CHARGE DU PASSIF	17
ARTICLE 8. ACTIF NET APPORTE	18
ARTICLE 9. ENGAGEMENTS HORS BILAN	18
CHAPITRE III - DECLARATIONS GENERALES	18
ARTICLE 10. DECLARATIONS GENERALES	18
ARTICLE 11. DECLARATION SUR LES CONTRATS	19

ARTICLE 12. DECLARATION SUR LES BAUX	19
a. Bail Chemin de la Farlède	19
b. Opposabilité de la Fusion aux bailleurs	23
c. Droit de préemption sur les baux commerciaux et le fonds de commerce	23
ARTICLE 13. DECLARATIONS SUR LES BIENS IMMOBILIERS	23
CHAPITRE IV - CONDITIONS DE LA FUSION	24
ARTICLE 14. PROPRIETE ET JOUISSANCE DES APPORTS	24
ARTICLE 15. CHARGES ET CONDITIONS GENERALES DE LA FUSION	25
CHAPITRE V – REMUNERATION DE LA FUSION – ABSENCE D'AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE ABSORBANTE – MALI DE FUSION	33
ARTICLE 16. REMUNERATION DE LA FUSION, ABSENCE D'AUGMENTATION DE CAPITAL ET MALI DE FUSION	33
CHAPITRE VI- DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE	34
ARTICLE 17. DISSOLUTION DE CIT	34
CHAPITRE VII – DECLARATIONS DIVERSES	34
ARTICLE 18. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE LA SOCIETE ABSORBANTE	34
CHAPITRE VIII – REALISATION DE LA FUSION	34
ARTICLE 19. CONDITIONS SUSPENSIVES	34
CHAPITRE IX -FORMALITES DE PUBLICITE – DESISTEMENT - FRAIS ET DROITS - ELECTION DE DOMICILE - POUVOIRS POUR LES FORMALITES	35
ARTICLE 20. FORMALITES DE PUBLICITE	35
ARTICLE 21. DESISTEMENT	35
ARTICLE 22. REMISE DE TITRES	35
ARTICLE 23. FRAIS ET DROITS	36
ARTICLE 24. ELECTION DE DOMICILE	36
ARTICLE 25. POUVOIRS POUR LES FORMALITES	36
ARTICLE 26. AUTONOMIE DES DISPOSITIONS	36
ARTICLE 27. INTEGRALITE DE L'ACCORD	36
ARTICLE 28. AVENANTS	36
ARTICLE 29. SIGNATURES ELECTRONIQUES	36

IL A ETE ARRETE EN VUE DE LA FUSION SOUS LE REGIME DE L'ARTICLE L 236-11 DU CODE DE COMMERCE de NEOX-IT ET DE CIT, PAR VOIE D'ABSORPTION DE LA SECONDE PAR LA PREMIERE, LES CONVENTIONS QUI VONT SUIVRE REGLANT LADITE FUSION

*

EXPOSE LIMINAIRE :

Préalablement auxdites conventions, les soussignées ont exposé ce qui suit :

1. Caractéristiques de la Société Absorbée

La Société Absorbée est une société par actions simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 323 378 851, depuis le 9 février 1982 lors de son immatriculation.

La Société Absorbée a été initialement constituée sous forme de société à responsabilité limitée, suivant acte sous seing privé en date du 14 décembre 1981.

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 3 juillet 2023, la Société Absorbée a été transformée en société par actions simplifiée. Les statuts de la Société Absorbée, sous sa nouvelle forme sociale, ont été refondues en conséquence.

La durée de la Société Absorbée est fixée à 60 années et viendra à expiration le 8 février 2042.

Son capital social s'élève à sept-cent mille (700.000) euros, divisé en cinq-cent-trente-deux (532) actions ordinaires de 1.315,78947368421 euro de valeur nominale chacune, de même catégorie, souscrites et entièrement libérées, résultant :

- De l'apport initial effectué à la constitution de la Société Absorbée d'un montant de 20.000 euros ;
- D'une augmentation du capital social de la Société Absorbée en numéraire pour une somme de 30.000 francs suivant assemblée générale extraordinaire du 8 décembre 1988 ;
- D'une augmentation du capital social de la Société Absorbée en numéraire pour une somme de 487,83 euros, puis d'une somme de 91.889,72 euros par incorporation de réserves, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011;
- D'une augmentation de capital de la Société par incorporation de réserves, pour une somme de 200.000 euros, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2012;
- D'une augmentation de capital de la Société par incorporation d'une somme de 400.000 euros aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2018.

Son capital est à ce jour détenu en totalité par la société NEOX-IT.

L'exercice social de la Société Absorbée commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

La Société Absorbée a pour objet :

- Toutes opérations commerciales se rapportant à l'exploitation de matériel informatique ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, ateliers, se rapportant à l'activité spécifiée ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation, de la cession de tous précédés et brevets concernant cette activité ;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprise commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Son siège social et établissement principal est sis à La Seyne-sur-Mer, 229 Chemin de la Farlède Business Park, Bât D, ZAC des Playes, immatriculé au répertoire SIRENE sous le numéro SIRET 323 378 851 00063, code APE 63.11 Z Traitement de données, hébergement et activités connexes.

La société M2CES (RCS Toulon 953 725 439) est président de la Société Absorbée.
Mme Eve-Marie Jouberteix est directrice générale de la Société Absorbée.

La société Audit-France Société de Commissariat aux comptes, est le Commissaire aux comptes titulaire de la Société Absorbée.

Elle n'a, à ce jour, émis ni obligation convertible ou échangeable, ni bon de souscription d'actions ni, d'une manière générale, aucun titre donnant vocation à une fraction du capital.

Elle n'offre pas ses titres financiers au public.

La Société Absorbée fait partie du périmètre du groupe fiscal intégré au sens de l'article 223-A du Code général des impôts, dont la Société Absorbante est la société tête de groupe.

2. Caractéristiques de la Société Absorbante

La Société Absorbante est une société par actions simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 915.148.126 depuis son immatriculation le 3 juillet 2022.

La durée de la société est fixée à 99 années et viendra à expiration le 3 juillet 2121.

Compte-tenu des opérations sur le capital suivantes :

- Apports initiaux en numéraire d'un montant total vingt-sept euros (27€), correspondant à la souscription de trente (30) actions ordinaires d'une valeur nominale de quatre-vingt-dix centimes d'euro (0,90€) chacune, à la constitution de Société Absorbante suivant statuts constitutifs du 1^{er} juillet 2022 ;

- Augmentation de capital d'un montant de 73.944.151, 20 euros, en rémunération d'un apport en nature d'un montant de quatre-vingt-deux millions cent soixante mille cent soixante-huit euros (82.160.168 €) par l'émission de quatre-vingt-deux millions cent soixante mille cent soixante-huit (82.160.168) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro (1 €), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et dix centimes (0,10 €) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 juillet 2022, portant ainsi le capital de 27 euros à 73.944.178,20 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de 37.275.125,40 euros en rémunération d'un apport en nature d'un montant de quarante-et-un millions quatre cent seize mille huit cent six euros (41.416.806 €) par l'émission de quarante-et-un millions quatre cent seize mille huit cent six (41.416.806) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro (1 €), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et dix centimes (0,10 €) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 juillet 2022, portant ainsi le capital de 73.944.178,20 euros à 111.219.303,60 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de 37.275.125,40 euros en rémunération d'un apport en nature d'un montant de quarante-et-un millions quatre cent seize mille huit cent six euros (41.416.806 €) par l'émission de quarante-et-un millions quatre cent seize mille huit cent six (41.416.806) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro (1 €), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et dix centimes (0,10 €) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 juillet 2022, portant ainsi le capital de 111.219.303,60 euros à 148.494.429 euros,
- Création de deux catégories d'actions de préférence dites Actions de préférence de catégorie (ADP A) et Actions de préférence de catégorie B (ADP B), disposant des avantages particuliers décrits à l'article 11 des statuts, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 juillet 2022,
- Augmentation de capital d'un montant de 63.279.874,80 euros, en rémunération d'apports en numéraire d'un montant global de 70.310.972 euros, par l'émission de soixante-dix millions trois-cent-dix mille neuf-cent-soixante-douze (70.310.972) ADP A nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro (1€), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et dix centimes (0,10 €) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 juillet 2022, portant ainsi le capital de 148.494.429 euros à 211.774.303,80 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de trois millions cent-quatorze mille sept-cent-vingt (3.114.720) euros en rémunération d'un apport en nature d'un montant de trois millions quatre-cent-soixante mille huit-cents (3.460.800) euros par l'émission de trois millions quatre-cent-soixante mille huit-cents (3.460.800) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro (1 €), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et dix centimes (0, 10 €) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 20 juin 2023, portant ainsi le capital de 211.774.303,80 euros à 214.889.023,80 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de cinq millions huit-cent-six mille quatre-cent-cinquante-et-un euros et soixante-dix centimes (5.806.451,70 €) en rémunération d'un apport en numéraire de huit millions d'euros et douze centimes (8.000.000,12€) euros, par l'émission de six millions quatre-cent-cinquante-et-un mille six-cent-treize (6.451.613) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro et vingt-quatre centimes (1,24 €), soit quatre-vingt-dix centimes d'euro (0,90 €) de valeur nominale et trente-quatre centimes d'euro

(0,34€) de prime d'émission, suivant décisions unanimes des associés en date du 11 juillet 2023, portant ainsi le capital de 214.889.023,80 euros à 220.695.475,50 €,

- Augmentation de capital d'un montant de cent-douze mille six-cent-quatre-vingts euros (112.680 €) en rémunération d'apports en nature d'un montant global de cent-cinquante-cinq mille deux-cent-cinquante (155.250) euros par l'émission de cent-vingt-cinq mille deux-cents (125.200) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro et vingt-quatre centimes (1,24 €), soit quatre-vingt-dix centimes d'euro (0,90 €) de valeur nominale et trente-quatre centimes d'euro (0,34€) de prime d'apport, intégralement libérées, suivant décisions unanimes des associés en date du 29 février 2024, portant ainsi le capital de 220.695.475,50 euros à 220.808.155,50 euros, étant précisé que les apporteurs ont renoncé au versement de la soulte d'un montant global de 2 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de sept-cent-deux mille neuf-cent-vingt-cinq euros et vingt centimes (702.925,20 €), en rémunération d'apports en nature d'un montant global de neuf-cent-soixante-huit mille quatre-cent-soixante-quinze euros et soixante centimes (968.475,60 €) par l'émission de sept-cent-quatre-vingt-un mille vingt-huit (781.028) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro et vingt-quatre centimes (1,24 €), soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et trente-quatre centimes d'euro (0,34€) de prime d'apport, suivant décisions unanimes des associés en date du 21 mai 2024, portant ainsi le capital de 220.808.155,50 euros à 221.511.080,70 euros, étant précisé que les apporteurs ont renoncé au versement de la soulte d'un montant global de 0,88 euro.
- Augmentation de capital d'un montant de 354.150 euros, par prélèvement sur un compte de réserves spécialement affecté à cet effet, par émission de 393.500 ADP B nouvelles, attribuées gratuitement, émises au prix de 2,05 euros chacune, soit quatre-vingt-dix centimes (0,90 €) de valeur nominale et un euro et quinze centimes (1,15€) de prime d'émission, à l'issue d'une période d'acquisition d'un (1) an, suivant décisions du Président du 19 juin 2024 et sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 14 juin 2023, portant ainsi le capital de 221.511.080,70 euros à 221 865 230,70 euros,
- Augmentation de capital d'un montant de de 214.977,60 euros de nominal, par l'émission de deux-cent-trente-huit mille huit-cent-soixante-quatre(238.864) actions ordinaires nouvelles d'une valeur unitaire d'un euro et quatre-vingt-sept centimes (1,87 €), soit quatre-vingt-dix centimes d'euro (0,90 €) de valeur nominale et quatre-vingt-dix-sept centimes d'euro (0,97€) de prime d'émission, intégralement libérées, correspondant à une souscription d'un montant global de quatre-cent-quarante-six mille six-cent-soixante-quinze euros et soixante-huit centimes (446.675,68 €), suivant assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2025, portant ainsi le capital de 221.865.230,70 euros à 222.080.208,30 euros,

le capital social de la Société Absorbante s'élève à deux-cent-vingt millions quatre-vingt mille deux-cent-huit euros et trente centimes (222.080.208,30 €).

Il est divisé en deux-cent-quarante-six millions sept-cent-cinquante-cinq mille sept-cent-quatre-vingt-sept (246.755.787) actions réparties comme suit :

- Soixante-dix millions trois cent dix mille neuf cent soixante-douze (70.310.972) ADP A, dont les caractéristiques sont décrites dans les présents Statuts, souscrites en totalité et intégralement libérées ;

- Trois-cent-quatre-vingt-treize mille cinq-cents (393.500) ADP B, dont les caractéristiques sont décrites dans les présents Statuts, souscrites en totalité et intégralement libérées ;
- Cent soixante-seize millions cinquante-et-un mille trois-cent-quinze (176.051.315) actions ordinaires, souscrites en totalité et intégralement libérées.

Chaque action a une valeur nominale de quatre-vingt-dix centimes (0,90 €).

En application de l'article 11 des statuts de la Société Absorbante, les droits et obligations attachés aux ADP A et aux ADP B sont décrits en Annexe 11 des statuts (Annexe 1).

L'exercice social de la Société Absorbante commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

La Société Absorbante a pour objet social en France comme à l'étranger :

- l'étude, la création, l'exploitation, le financement, la prise de participation, la direction et le contrôle de toutes entreprises commerciales, industrielles ou immobilières, par voie de création de sociétés nouvelles, apports, souscription de titres ou de droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement ;
- toutes prestations de services à ses filiales et sociétés apparentées, plus particulièrement dans les domaines de l'administration et des services rendus aux entreprises, financier, social, et plus généralement toutes activités de conseil, contrôle, organisation, gestion, administration dans toutes sociétés, groupements et entreprises ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissement, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- la participation, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Le siège social et établissement principal de la Société Absorbante est sis à Versailles, 7 rue Jean Mermoz, immatriculé au répertoire SIRENE sous le numéro SIRET 915 148 126 00013, code APE 82.11Z Services administratifs combinés de bureau.

La Société Absorbante n'a pas d'établissement secondaire.

La société MACH-R (RCS Paris 915 309 660), elle-même représentée par M. Cyril BAILLY en sa qualité de gérant, est le Président de la Société Absorbante.

La société Audit-France Société de Commissariat aux comptes, est le Commissaire aux comptes titulaire de la Société.

Elle n'a, à ce jour, émis ni obligation convertible ou échangeable, ni bon de souscription d'actions ni, d'une manière générale, aucun titre donnant vocation à une fraction du capital.

Il est précisé ici toutefois que la collectivité des associés de la Société Absorbante a autorisé son Président à procéder à une attribution gratuite d'actions, en une ou plusieurs fois, portant sur un nombre total de 500.000 ADP B, suivant assemblée générale extraordinaire du 14 juin 2023. A ce jour, 395.500 ADP B ont été attribuées et sont définitivement acquises.

Elle n'offre pas ses titres financiers au public.

La Société Absorbante est la société tête du groupe fiscalement intégré au sens de l'article 223-A du Code général des impôts, dont le périmètre comprend notamment, la Société Absorbée.

3. Liens entre les deux sociétés

3.1. Liens en capital

La Société Absorbante est associé unique de la Société Absorbée et détient la totalité des 532 actions émises, soit 100% du capital social et des droits de vote de la Société Absorbée.

3.2. Dirigeants communs

La Société Absorbante et la Société Absorbée n'ont pas de dirigeant commun.

4. Consultation des instances représentatives du personnel

Il est précisé que la Société Absorbante ne dispose d'instances représentatives du personnel.

S'agissant de la Société Absorbée, son Comité Social et Economique a été consulté le 28 mai 2026 sur l'opération de fusion et a donné un avis favorable.

5. Evènements importants intervenus depuis la clôture du dernier exercice social

Depuis le 1er janvier 2026, aucun évènement important n'est intervenu, que ce soit chez la Société Absorbante ou la Société Absorbée, à l'exception :

- Des Autres Fusions PMS menées concomitamment aux présentes et visées à l'article 1 des présentes.

CECI EXPOSE IL EST PASSE AUX APPORTS FAITS A TITRE DE FUSION PAR CIT A NEOX-IT:

**CHAPITRE I - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR
LES CONDITIONS DE L'OPERATION - DATE D'EFFET DE LA FUSION - REGIME
JURIDIQUE DE LA FUSION – FUSION SIMPLIFIEE - ARTICLE L 236-11 DU CODE DE
COMMERCE – METHODES D'EVALUATION UTILISEES**

ARTICLE 1. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

La présente fusion (ci-après la « **Fusion** » ; le présent projet de traité étant par ailleurs ci-après défini comme le « **Traité de Fusion** ») est réalisée dans un souci de simplification de l'activité logiciels PMS du groupe NEOX-IT, dont font partie les Sociétés Absorbante et Absorbée.

Le but de cette réorganisation interne, dans un secteur en pleine mutation, est de permettre :

- La rationalisation de la gouvernance et la simplification organisationnelle ;
- Le renforcement commercial et le positionnement stratégique ;
- L'amélioration de l'efficacité opérationnelle ;
- Le renforcement de la solidité financière et de la capacité d'investissement ;
- L'optimisation des coûts et des économies d'échelle ;
- Le renforcement de la sécurité informatique et le traitement des données de santé ;
- La préparation d'opérations de croissance externe futures.

La présente Fusion vise ainsi à renforcer les synergies existantes en regroupant l'activité logiciels PMS au sein d'une seule entité.

La présente Fusion s'inscrit donc dans un contexte de réorganisation globale des sociétés du groupe du secteur logiciels PMS, et notamment la fusion absorption par la Société Absorbante des autres sociétés du groupe suivantes :

- Fusion absorption de COSIUM (RCS Versailles 447 648 858)
- Fusion absorption de PADEIA (RCS Versailles 840 646 343)
- Fusion absorption de AUDITION FRANCE INNOVATION (RCS Arras 348 743 204)
- Fusion absorption de IzySolutions (RCS Orléans 509 899 613)
- Fusion absorption de REFLEX Holding (RCS Troyes 500 668 124), elle-même menant parallèlement :
 - o Fusion absorption de Winoptics (RCS Troyes 484 573 258)
 - o Fusion absorption de Cristallin (RCS Troyes 384 448 833)
 - o Fusion absorption de Eynoa (RCS Troyes 834 298 333)

(ci-après ensemble, les « **Autres Fusions PMS** »)

ARTICLE 2. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les sociétés parties à l'opération de Fusion sur la base des comptes annuels clos au 31 décembre 2025, date

de clôture du dernier exercice social. Lesdits comptes annuels sont dûment certifiés par le commissaire aux comptes et ont été approuvés, ainsi qu'il suit :

- S'agissant de la Société Absorbante, par assemblée générale ordinaire annuelle du 29 juin 2026,
- S'agissant de la Société Absorbée, par décisions de l'associé unique du 26 juin 2026.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2025 des Sociétés Absorbée et Absorbante ont été mis à disposition au siège social de chacune des sociétés participant à la Fusion, à compter de la signature des présentes.

La présente opération de Fusion ainsi que les Autres Fusions PMS ont été dûment approuvées par le Comité Stratégique de la Société Absorbante.

ARTICLE 3. DATE D'EFFET DE LA FUSION – RETROACTIVITE FISCALE ET COMPTABLE

3.1. Date d'effet juridique

Les Parties sont convenues de fixer la date de réalisation juridique de la présente Fusion à la **Date de Réalisation**, tel que définie à l'article 19 du présent projet de Traité de Fusion, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives prévues audit article.

3.2. Rétroactivité fiscale et comptable

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la présente Fusion aura un effet rétroactif au **1^{er} janvier 2026** d'un point de vue comptable et fiscal.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la Société Absorbée à compter du 1^{er} janvier 2026 et jusqu'à la Date de Réalisation définitive de la Fusion, seront considérées de plein droit comme étant réalisées tant activement que passivement pour le compte de la Société Absorbante qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux biens apportés incomberont à la Société Absorbante qui accepte dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 4. REGIME JURIDIQUE DE LA FUSION – FUSION SIMPLIFIEE ARTICLE L 236-11 DU CODE DE COMMERCE

La Fusion est soumise au régime des fusions simplifiées décrit aux articles L 236-1 et suivants du Code de commerce, et en particulier de l'article L 236-11 du Code de commerce.

En application de l'article L 236-11 du Code de commerce, dans la mesure où la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Absorbée sont détenues par la

Société Absorbante, il n'y a eu lieu ni à approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des sociétés participant à l'opération, ni à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L 236-9 et à l'article L 236-10.

Toutefois et en application des statuts des sociétés parties à l'opération, s'agissant de sociétés par actions simplifiée, la Fusion est soumise à l'approbation de l'associé unique de la Société Absorbée et à la collectivité des associés de la Société Absorbante, ainsi qu'il est dit à l'article 19 ci-après.

La Fusion emportera de plein droit transmission universelle du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante à la Date de Réalisation, sous réserve de la levée ou le cas échéant, la mainlevée, des Conditions Suspensives visées à l'article 19 ci-après, sans autres formalités que celles décrites à l'article 20 ci-dessous, et en particulier sans qu'il ait lieu de procéder, le cas échéant, aux formalités afférentes aux cessions de créances et de fonds de commerce.

ARTICLE 5. METHODES D'EVALUATION UTILISEES

5.1. Méthode d'évaluation du patrimoine à transmettre

Il est rappelé que les sociétés participant à la présente opération de Fusion sont sous contrôle commun.

Par suite, pour la détermination de la valeur des éléments du patrimoine transmis par la Société Absorbée à la Société Absorbante aux fins de comptabilisation chez cette dernière, les éléments transmis ont été évalués conformément aux articles 720-1, 740-1 et 743-1 du Plan Comptable Général issu du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-03 du 5 juin 2014 dans sa version consolidée au 1^{er} janvier 2025, ainsi qu'à la doctrine administrative figurant au Bulletin Officiel des Finances Publiques (ci-après le « **BOFIP** ») sous la référence BOI-IS-FUS-30-20, à savoir sur la base des valeurs nettes comptables au 1^{er} janvier 2026, correspondant aux valeurs figurant dans les comptes de la Société Absorbée au 31 décembre 2025 (ci-après les « **Comptes de Référence** »). La copie des Comptes de Référence figure en Annexe 2 des présentes.

Pour satisfaire aux obligations du BOFIP référencé BOI-IS-FUS-30-20, la Société Absorbante prend l'engagement d'enregistrer les apports en distinguant le cas échéant les valeurs d'origine, amortissements et dépréciations y afférents. De la sorte, les apports sont indiqués ci-après pour leurs valeurs nettes à la seule fin de permettre leur totalisation.

5.2 Absence de calcul d'une parité d'échange

La Société Absorbante détenant la totalité des actions de la Société Absorbée, la Fusion sera soumise aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce sous réserve que la Société Absorbante ait continué à détenir la totalité de ces actions jusqu'à la Date de Réalisation de la Fusion.

En conséquence, il ne sera pas procédé à l'échange d'acquisition de la Société Absorbante contre des actions de la Société Absorbée qui disparaît.

Il n'est donc pas procédé à la détermination d'une parité d'échange.

CHAPITRE II - DETERMINATION DES APPORTS-FUSION PAR CIT A NEOX-IT

La société M2CES, représentée par son Président, M. Stéphane Feraud, agissant au nom et pour le compte de la société CIT, Société Absorbée, en vue de la Fusion à intervenir entre cette société et la société NEOX-IT, la Société Absorbante, au moyen de l'absorption de la première par la seconde, fait apport ès-qualité, sous les garanties ordinaires et de droit de la toute propriété de l'ensemble des biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, de la société CIT, avec les résultats actif et passif des opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2026, jusqu'à la Date de Réalisation définitive de la Fusion, sous les conditions suspensives stipulées ci-après, à la société NEOX-IT, ce qui est accepté au nom et pour le compte de cette dernière par la société MACH-R, représentée par son gérant, M. Cyril BAILLY.

Il est entendu que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la Société Absorbée devant être intégralement dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation, étant précisé :

- que la désignation des actifs apportés par la Société Absorbée à la Société Absorbante, ainsi que du passif pris en charge par cette dernière est, d'un commun accord entre les Parties, établie d'après la consistance des éléments actifs et passifs figurant à l'inventaire de la Société Absorbée au 31 décembre 2025, correspondant à l'évaluation des éléments apportés au 1^{er} janvier 2026, date d'effet fiscal et comptable de la Fusion ;
- et que les résultats de toutes les opérations effectuées par la Société Absorbée depuis le 1^{er} janvier 2026 jusqu'à la Date de Réalisation seront activement et passivement réalisés pour le compte de la Société Absorbante.

ARTICLE 6. DESIGNATION DE L'ACTIF SOCIAL

Au 31 décembre 2025, l'actif de la Société Absorbée comprenait sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés évalués à leur valeur nette comptable, conformément à l'article 743-1 du Plan Comptable Général issu du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-03 du 5 juin 2014 dans sa version consolidée au 1^{er} janvier 2026, à savoir :

a) Les immobilisations incorporelles suivantes :

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
Frais de développement	3 421 159 €	2 660 844 €	760 316 €
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	26 133 €	26 133 €	0 €
Autres immobilisations incorporelles	6 611 €	6 611 €	0 €

Ces immobilisations incorporelles comprennent le fonds de commerce logiciels PMS de la Société Absorbée, que cette dernière exploite à son siège social et à son établissement secondaire.

Ce fonds comprend :

- (i) la clientèle y attachée et l'achalandage dépendant de ce fonds, le nom commercial et le droit de se dire successeur de CIT, les archives techniques et commerciales, les pièces de comptabilité, les registres et en général tous documents quelconques appartenant à CIT ;
- (ii) l'enseigne OPTIMUM CIT ;
- (iii) les droits d'utilisation exclusif des noms de domaine de la Société Absorbée ;
- (iv) le bénéfice et la charge de toutes autorisations d'exploitation et autres autorisations administratives, permis, habilitations, certifications, qualifications, agréments se rapportant à l'exploitation du fonds ainsi que tous documents administratifs et techniques, tous registres, livres et autres documents comptables, financiers et commerciaux ;
- (v) le bénéfice et la charge de tous traités, conventions, polices d'assurance et engagements qui auraient pu être conclus ou pris par CIT en vue de lui permettre l'exploitation du fonds de commerce ci-dessus tant en France qu'à l'étranger, dont ceux nécessitant l'information et/ou l'accord préalable du cocontractant de la Société Absorbée et qui figurent sur l'état ci-annexé à l'**Annexe 3 (i)** des présentes ;
- (vi) Les logiciels, telles qu'énoncées dans l'annexe ci-jointe (**Annexe 3 (ii)**) ainsi que les droits d'exploitation nécessaires à leur utilisation ;
- (vii) les droits aux baux et généralement tous droits d'occupation bénéficiant à la Société Absorbée tels que décrits en **Annexe 3 (iii)** aux présentes ainsi, le cas échéant, que le bénéfice et la charge des contrats de sous-location tels qu'énoncés dans cette même annexe ;
- (viii) Le bénéfice et la charge des comptes bancaires tels que transférés par la Société Absorbée à la Société Absorbante avec l'accord des banques concernées et dont la liste figure en **Annexe 3 (iv)** ;

- (ix) Le personnel de la Société Absorbée dont la liste figure en **Annexe 3 (v)** aux présentes (ci-après le « **Personnel Transféré** ») (en ce compris les contrats de travail applicables au Personnel Transféré) ;
- (x) Le bénéfice des cautionnements et garanties tels que transférés par la Société Apporteuse à la Société Bénéficiaire dont la liste figure en **Annexe 3 (vi)**,
- (xi) Les droits de propriété intellectuelle et industrielle détenus par la Société Absorbée dont la liste figure en **Annexe 3 (vii)**.

b) Les immobilisations corporelles suivantes :

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
Autres immobilisations corporelles	266 306€	177 229 €	89 077 €
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	762 129 €		762 129 €

c) Les immobilisations financières suivantes :

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
Autres titres immobilisés	706 €		706 €
Autres immobilisations financières	67 057 €		67 057€

CORRESPONDANT à un total d'actif immobilisé d'un montant de..... 1 679 284€

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
TOTAL actif immobilisé	4 550 102 €	2 870 817 €	1 679 284 €

d) Les actifs circulants pour un montant de 4 637 611 €

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
Marchandises	2 884 €		2 884 €
Créances clients et comptes rattachés	973 485 €	47 527€	925 958 €
Autres créances	1 245 514 €	6 723 €	1 238 791 €
Charges constatées d'avance	69 733 €		69 733 €
Autres titres	2 700 €	2 700 €	
Disponibilités	2 400 244 €		2 400 244 €
TOTAL actif circulant	4 694 560 €	56 950 €	4 637 611 €

CORRESPONDANT A UN MONTANT TOTAL DES ACTIFS AU 1^{er} JANVIER 2026
DE..... 6 316 895 €

Soit :

	Valeur brute	Amort./provisions	Valeur d'apport au 1 ^{er} janvier 2026
TOTAL ACTIF	9 244 662 €	2 927 767 €	6 316 895 €

D'une manière générale, l'apport à titre de Fusion par CIT à NEOX-IT comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans aucune exception ni réserve.

ARTICLE 7. PRISE EN CHARGE DU PASSIF

La Société Absorbante prendra en charge et acquittera au lieu et place de la Société Absorbée la totalité du passif de cette dernière.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Au 31 décembre 2025, le passif se compose des éléments suivants :

MONTANT TOTAL DU PASSIF AU 1^{er} JANVIER 2026.....1 715 401 €
Soit :

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits
pour un montant de 100 434 €
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés
pour un montant de 466 875 €
- Dettes fiscales et sociales
pour un montant de 872 403 €
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
pour un montant de 4 664 €
- Autres dettes
pour un montant de 265 405 €
- Produits constatés d'avance
pour un montant de 5 620 €

Le représentant légal de la Société Absorbée certifie que le montant du passif ci-dessus indiqué tel qu'il ressort des écritures comptables de la Société Absorbée au 31 décembre 2025 est exact et sincère et qu'il n'existe aucun passif non enregistré à cette date. Il certifie, notamment, que la Société Absorbée est en règle à l'égard des organismes de sécurité sociale, allocations familiales, de prévoyance et de retraite et qu'elle a satisfait à toutes ses obligations fiscales, toutes déclarations nécessaires ayant été effectuées dans

les délais prévus par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8. ACTIF NET APPORTE

Le montant total des actifs de la Société Absorbée
au 1^{er} janvier 2026 s'élève à 6 316 895€

Le montant total du passif de la Société Absorbée
au 1^{er} janvier 2026 s'élève à 1 715 401 €

EN SORTE QUE LE MONTANT NET DE L'ACTIF
NET APPORTE PAR LA SOCIETE ABSORBEE S'ELEVE A..... 4 601 494 €

ARTICLE 9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

En sus du passif à prendre en charge, la Société Absorbante devra supporter les engagements donnés par la Société Absorbée à la Date de Réalisation et qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris « hors bilan » sous les rubriques ci-après :

- avals, cautions, garanties donnés par l'entreprise ;
- redevances crédit-bail restant à courir le cas échéant ;
- autres engagements donnés par l'entreprise le cas échéant.

Etant observé qu'aucune provision pour charge au titre de pensions et retraites n'est comptabilisée dans les comptes de la Société Absorbée. A toute fin utile, il est précisé que les engagements retraites sont évalués à 258 718 euros au 31 décembre 2025 en annexe des comptes de la Société Absorbée.

En contrepartie, la Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et actions qui pourraient bénéficier à la Société Absorbée résultant des engagements reçus existant à la Date de Réalisation.

CHAPITRE III - DECLARATIONS GENERALES

ARTICLE 10. DECLARATIONS GENERALES

Le représentant légal de CIT, savoir M. Stéphane Feraud, agissant en qualité de représentant légal de M2CES, elle-même présidente de CIT, déclare :

- que la Société Absorbée est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir créé et développé depuis son immatriculation ;
- que la Société Absorbée entend transmettre à la Société Absorbante l'intégralité des biens composant son patrimoine social, sans aucune exception ni réserve ;

- qu'en conséquence, ladite société prend l'engagement formel, au cas où se révéleraient ultérieurement des éléments omis dans la désignation ci-dessus, de constater la matérialité de leur transmission par acte complémentaire, étant entendu que toute erreur ou omission ne serait pas susceptible de modifier la valeur nette globale du patrimoine transmis ;
- que les biens de la Société Absorbée ne sont grevés d'aucune inscription quelconque, et en particulier d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti, hypothèque ou gage quelconque, ainsi qu'il en résulte de l'état des inscriptions et privilèges figurant en Annexe 4 des présentes ;
- que la Société Absorbée n'a jamais été en état de liquidation de biens, de règlement judiciaire, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de cessation de paiements, de même qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un règlement amiable ;
- qu'elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver l'exercice de son activité ;
- que son patrimoine n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation ;
- que les livres de comptabilité, les pièces comptables, archives et dossiers de la Société Absorbée dûment visés seront remis à la Société Absorbante.

ARTICLE 11. DECLARATION SUR LES CONTRATS

Le représentant légal de CIT, savoir M. Stéphane Feraud, agissant en qualité de représentant légal de M2CES, elle-même présidente de CIT, engage la Société Absorbée à se substituer la Société Absorbante dans tous ses droits et obligations découlant de l'ensemble des contrats auxquels elle est partie.

Au cas où la transmission de certains contrats serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile, les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la Société Absorbante.

ARTICLE 12. DECLARATION SUR LES BAUX

a. Bail Chemin de la Farlède

Il a été conclu entre la Société Absorbée, en qualité de preneur à bail, et la société SCI ROSE en qualité de Bailleur, un bail commercial 3/6/9 d'une durée de 9 années, à compter du 15 septembre 2023 suivant acte sous seing privé du 5 septembre 2023, modifié par avenant du 23 octobre 2023.

Ce bail est soumis aux dispositions de l'article L 145-5 du Code de commerce et a été accepté et consenti aux conditions particulières suivantes :

Désignation des locaux loués : Sur un terrain cadastré AB950 et AB951 d'une contenance de 18 ares et 96 centiares, ZAC le Playes, 229 chemin de la Farlède, 83500 La Seyne sur Mer, sur lequel est actuellement édifié un bâtiment usage de bureaux et

ses dépendances (voies de circulation, aires de stationnement et espaces verts) connu sous le nom de Business Park Des Playes.

Désignation des biens loués :

- Bureaux lot 3D au RDC du bâtiment D d'une superficie de 120 m² environ
- Bureaux lot 8D au R+1 du bâtiment D d'une superficie de 160 m² environ
- Bureaux lot 9D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 78 m² environ
- Bureaux lot 10D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 61 m² environ
- Bureaux lot 11D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 64 m² environ
- Bureaux lot 12D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 77 m² environ

Soit une surface totale d'environ 560 m².

Douze (12) places de stationnement, n°240 à 251 (plan figurant en Annexe 4 du bail)

modifié à compter du 1^{er} janvier 2024 comme suit, par avenant du 23 octobre 2023 :

Désignation des biens loués :

- Bureaux lot 3D au RDC du bâtiment D d'une superficie de 120 m² environ
- Bureaux lot D7 au R+1 du bâtiment D d'une superficie de 130 m² environ,
- Bureaux lot 8D au R+1 du bâtiment D d'une superficie de 160 m² environ
- Bureaux lot 9D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 78 m² environ
- Bureaux lot 10D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 61 m² environ
- Bureaux lot 11D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 64 m² environ
- Bureaux lot 12D au R+2 du bâtiment D d'une superficie de 77 m² environ

Soit une surface totale d'environ 690 m².

Seize (16) places de stationnement, n°240 à 251 et n°236 à 239.

Destination : usage exclusif de bureaux.

Durée du bail : 9 années entières et consécutives, à compter du 15 septembre 2023 pour expirer le 14 septembre 2032.

Loyer : Loyer initial annuel fixé à 92.400 euros HC/HT, payable trimestriellement par terme d'avance le 1^{er} jour du trimestre civil.

Ledit loyer annuel a été réajusté par avenant du 23 octobre 2023 ayant modifié la surface locative, pour être fixée à compter du 1^{er} janvier 2024, à un loyer annuel 116.400 euros HT/HC.

Indexation : Le loyer annuel de base sera indexé, proportionnellement à l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT). Le réajustement du loyer se fera automatiquement à la date d'anniversaire de la date d'effet du bail.

L'indice de référence est ILAT du 3^{ème} trimestre 2022, soit 124.53.

Provision sur charges : initialement fixée à 6.265,25 HT par trimestre.

Ledit montant prévisionnel a été réajusté par avenant du 23 octobre 2023 à 31.141 euros annuel.

Dépôt de garantie : 3 mois de loyers HT/HC, soit 23.100 euros à la date de signature du bail, réajusté à la somme de 29.100 euros par avenant du 23 octobre 2023.

Charges : Conformément à la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 (dite « Loi Pinel ») et à son décret d'application n°2014-1317 du 3 novembre 2014, il figure en annexe du bail un inventaire précis des charges locatives et taxes ainsi que leur répartition entre le bailleur et le preneur au titre du bail.

Le preneur devra rembourser au bailleur, en sus du loyer, l'ensemble des charges afférentes aux locaux loués, tel que mentionné en Annexe 3 du bail [...]. Les charges locatives sont réparties entre les locataires et le propriétaire, au prorata des surfaces destinées à la location. Le preneur remboursera au bailleur sa quote-part des charges et prestations de toute nature, le bailleur entendant recevoir un loyer net de tous frais et charges.

Le bailleur conserva quant à lui la charge des postes suivants :

- (i) les dépenses relatives aux grosses réparations des locaux loués et/ou de l'immeuble, mentionnées à l'article 606 du Code civil, quelle qu'en soit la cause (vétusté, mise en conformité avec les normes en vigueur)
- (ii) les honoraires afférents aux grosses réparations mentionnées à l'article 606 du Code civil, telles qu'elles sont définies ci-dessus [...].

Charges et conditions :

Conditions générale de jouissance : Le preneur s'engage à user de la chose louée en bon père de famille paisiblement et conformément aux articles 1728 et 1729 du Code civil. Le preneur ne pourra exiger du bailleur aucune réparation à son entrée en jouissance ni pendant la durée du bail et il devra assurer l'ensemble des réparations locatives qui seraient nécessaires aux dits locaux pendant le cours du bail, à l'exclusion des grosses réparations telles que prévues à l'article 606 du Code civil défini comme suit : « *Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières, celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien* ».

Néanmoins, le Bailleur ne saurait d'exonérer de ses obligations relevant des dispositions de l'article 1721 du Code civil.

Le Bailleur conserva la charges des dépenses relatives aux grosses réparations des Locaux Loués et/ou de l'immeuble, mentionnées à l'article 606 du Code civil, quelle qu'en soit la cause (vétusté, mise en conformité avec les normes en vigueur).

Le preneur fera son affaire personnelle, dès la pris d'effet du bail et pendant toute la durée du bail, du maintien en conformité des locaux loués au regard de toutes les réglementations administratives et de police nécessaires à l'exercice de son activité dans les dits locaux. Il fera en sorte que le bailleur ne puisse être inquiété, ni même recherché à ce sujet.

Le preneur prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue de l'immeuble. Le preneur veillera à ce que la tranquillité de l'immeuble ou la jouissance paisible des autres occupants ou voisins de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière, tant en raison de son activité qu'à l'occasion des livraisons, des visiteurs ou des allées et venues du personnel employé.

Le preneur se conformera au règlement de copropriété ou règlement intérieur dont il déclare avoir eu connaissance. Il prendra toutes précautions et assumera toute responsabilité à ce sujet. (ANNEXE 7)

[...]

Entretien : le preneur sera tenu d'effectuer dans les locaux loués, pendant toute la durée du bail et à ses frais, tous travaux et réparations d'entretien, le nettoyage et en général toute réfection ou tout remplacement dès qu'ils s'avèreront nécessaires et pour quelque cause que ce soit, à l'exclusion des réparations résultant de la force majeure ou celles définies par l'article 606 du Code civil, de telle sorte que les lieux soient restitués en fin de jouissance en bon état de réparation et d'entretien. [...]

Contributions, impôts et taxes : le preneur s'engage à rembourser au bailleur la taxe foncière et les taxes additionnelles à la taxe foncière ainsi que les impôts, taxes et redevances liés à l'usage du local ou à un service dont le Locataire bénéficie directement ou indirectement. [...]

Clause afférant à la cession et sous location :

Cession du bail :

Toute cession isolée du droit au bail en tant que tel lui étant strictement interdite, le Preneur ne pourra céder son bail qu'en même temps que son fonds de commerce.

Le cédant signifiera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Bailleur son intention de céder.

Le Bailleur devra être appelé à intervenir à l'acte de cession, conformément à l'article 1690. du Code civil. Ladite cession devra être établie par devant notaire ou avocat et notifiée au Bailleur par acte extra-judiciaire au plus tard un mois après la date de signature.

Un original de l'acte sera remis au Bailleur sans frais pour lui.

En tout état de cause, le Preneur restera garant et solidaire de son cessionnaire et de tous cessionnaires successifs pour le paiement des loyers et l'exécution des conditions du bail pendant une durée de trois ans à compter de la cession.

Sous-location, domiciliation :

Toute sous-location totale ou partielle et plus généralement toute mise à disposition des lieux, domiciliation au profit d'un tiers de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, même à titre gratuit et précaire, toute location-gérance, est soumis à autorisation expresse du Bailleur.

Clause résolutoire : Il est expressément stipulé qu'à défaut de paiement d'un seul terme ou fraction de terme de loyer à son échéance, de toute somme due en vertu du présent bail, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions du bail, et un mois après mis en demeure restée sans effet contenant déclaration par le Bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le bail sera résilié de plein droit si bon semble au Bailleur.

Si au mépris de cette clause, le Preneur refusait de quitter les lieux, il y serait contraint en exécution d'une ordonnance rendue par le Président du tribunal de grande instance du lieu de situation de l'immeuble, statuant en référé qui, après constaté la résolution du bail, prononcerait l'expulsion du preneur sans délai.

Tous les frais de commandement, de procédure et de contentieux engagés par le Bailleur à l'encontre du Preneur seront à la charge du Preneur et facturés de plein droit lors du terme suivant.

Cette clause constitue une condition essentielle et déterminante du présent bail, sans laquelle il n'aurait pas été consenti.

La Société Absorbée dispense la Société Absorbante de plus amples déclarations relatives audit bail, déclarant parfaitement le connaître pour en avoir reçu copie dès avant les présentes.

Le représentant de la Société Absorbée déclare :

- qu'il n'est dû pour ce bail, aucun arriéré de loyer ou de charges, qu'aucune sous-location ou droit d'occupation quelconque n'a été consenti, même au-devant des lieux loués ;
- qu'aucune sommation d'exécuter quelconques charges et conditions du bail, ni aucun congé ou dénonciation du droit à la location n'a été délivré par le Bailleur, avec lequel il n'existe aucun différend ;
- qu'aucune modification notable des éléments déterminant la valeur locative, au sens de l'article L 145-34 du Code de Commerce, n'est intervenue depuis le début du bail ;
- qu'il a effectué l'ensemble des travaux d'entretien ou autres mis à sa charge et que tous les travaux qu'il a pu effectuer l'ont été avec l'autorisation du propriétaire et conformes à celle-ci ;
- qu'il n'existe aucun accord particulier ou dérogatoire au droit commun convenu avec le propriétaire, et différent des conditions mentionnées ci-avant.

b. Opposabilité de la Fusion aux bailleurs

La transmission des baux dont la liste figure à l'**Annexe 3 (iii)** étant effectuée par voie de fusion, conformément à l'article L. 145-16 du Code de commerce, la Société Absorbante sera, nonobstant toutes stipulations contraires, substituée à la Société Absorbée au profit de laquelle les baux ci-dessus visés ont été consentis, cette substitution à la Société Absorbée ayant lieu dans tous les droits et obligations découlant de ces baux.

Ces dispositions seront portées, par lettre, à la connaissance des bailleurs intéressés, dès la signature du présent traité et en tout état de cause avant la Date de Réalisation.

Comme conséquence des dispositions légales rappelées ci-dessus, le représentant légal de NEOX-IT engage expressément NEOX-IT à se substituer en totalité à CIT pour l'exécution des obligations incombant à cette dernière, notamment pour le paiement des loyers et la constitution le cas échéant, d'un cautionnement bancaire ou autres garanties prévues auxdits baux.

c. Droit de préemption sur les baux commerciaux et le fonds de commerce

L'opération de Fusion objet des présentes a pour conséquence la transmission universelle de la totalité du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Le fonds de commerce ainsi que les baux transférés à la Société Absorbante faisant partie de l'actif de la Société Absorbée ne font pas l'objet d'une aliénation isolée, mais d'une transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante dans le cadre de la présente opération de fusion.

Dès lors, l'apport des baux et du fonds de commerce de la Société Absorbée à la Société Absorbante n'est pas soumis au droit de préemption des communes institué par l'article L. 214-1 du Code de l'urbanisme applicable aux aliénations à titre onéreux.

ARTICLE 13. DECLARATIONS SUR LES BIENS IMMOBILIERS

La Société Absorbée n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

CHAPITRE IV - CONDITIONS DE LA FUSION

ARTICLE 14. PROPRIETE ET JOUISSANCE DES APPORTS

- a) La Société Absorbante aura la propriété et prendra possession des biens et droits de la Société Absorbée en ce compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de cette société, à compter de la Date de Réalisation.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation, toutes les opérations actives et passives dont les biens transmis auront pu faire l'objet entre le 1^{er} janvier 2026 et la Date de Réalisation seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif et aux risques de la Société Absorbante.

- b) L'ensemble du passif de la Société Absorbée à la Date de Réalisation, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnées par la dissolution de la Société Absorbée seront transmis à la Société Absorbante. Il est précisé :

- que la Société Absorbante assumera l'intégralité des dettes et charges de la Société Absorbée, y compris celles qui pourraient remonter à une date antérieure au 1^{er} janvier 2026 et qui auraient été omises dans la comptabilité de la Société Absorbée ;
- la Société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la Société Absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions ;
- et que s'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la Société Absorbante et les sommes effectivement réclamées par les tiers, la Société Absorbante serait tenue d'acquitter tout excédent de passif sans recours ni revendication possible de part ni d'autre.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 236-11 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à approbation de la Fusion par les associés desdites sociétés mais qu'un ou plusieurs associés de la société absorbante représentant au moins 5% du capital peut demander en justice la désignation d'un mandataire aux fins de convoquer les associés de la société absorbante en vue de statuer sur le projet de Fusion.

Toutefois, en application des dispositions statutaires des sociétés parties à l'opération et des règles spécifiques régissant les sociétés par actions simplifiée, il est convenu de soumettre la présente Fusion à l'approbation de la collectivité des associés.

Par suite, la Société Absorbante sera propriétaire des éléments d'actif et de passif apportées par la Société Absorbée, à la Date de Réalisation (tel que ce terme est défini à l'article 19 ci-après).

En conséquence, les Parties conviennent que la Fusion, objet des présentes, sera réalisée à la Date de Réalisation de la Fusion, sous réserve que :

- La publicité prescrite par l'article R 236-2 alinéa 2 du Code de commerce ait été réalisée un (1) mois avant cette date,
- Les conditions suspensives visées à l'article 19 aient été levées ou, le cas échéant, que les sociétés parties aient renoncé à toute ou partie de ces dernières.

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la Fusion aura un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2026.

La réalisation définitive de la Fusion, objet des présentes, entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante et la Société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit, sans liquidation.

ARTICLE 15. CHARGES ET CONDITIONS GENERALES DE LA FUSION

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que les sociétés concernées par l'opération s'obligent à accomplir et exécuter, savoir :

15.1. Au regard de la Société Absorbée

- a) Jusqu'à la Date de Réalisation, la Société Absorbée s'oblige à gérer les biens et droits apportés avec les mêmes principes, règles et conditions que par le passé et s'interdit formellement - si ce n'est avec l'agrément de la Société Absorbante - d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque les concernant sortant du cadre de la gestion courante, et en particulier de contracter aucun emprunt, sous quelque forme que ce soit et de ne consentir aucune sûreté sur les biens apportés.

Le représentant de la Société Absorbée déclare en outre, que depuis le 1^{er} janvier 2026 et jusqu'à ce jour, la Société Absorbée a été gérée dans le même esprit et selon les mêmes méthodes qu'au cours des exercices précédents et qu'elle n'a réalisé que des opérations courantes rentrant dans le cadre de son activité habituelle.

- b) Dans le cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la Société Absorbante.

Elle effectuera, s'il y a lieu et en temps utile, toute notification, notamment celles nécessitées par l'existence éventuelle de droits de préemption et toutes démarches auprès de toutes administrations qui seraient nécessaires pour la transmission des éventuels immeubles dont elle serait propriétaire à la Date de Réalisation.

Si le titulaire d'un droit de préemption exerçait son droit, à l'occasion de la Fusion, celle-ci ne serait pas remise en cause et la Société Absorbante aurait droit au prix quelle que soit la différence en plus ou en moins entre ce prix et l'évaluation donnée au bien préempté pour l'opération de fusion.

Il est précisé à cet égard, qu'à la date des présentes, la Société Absorbée n'a pas de bien immobilier.

- c) Le représentant de la Société Absorbée, ès qualité, oblige la société qu'il représente à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive

de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

Notamment, après réalisation de la Fusion, le représentant de la Société Absorbée devra, à première demande et aux frais de la Société Absorbante, fournir à cette dernière tous renseignements, concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la transmission des biens compris dans le patrimoine de la Société Absorbée et de l'accomplissement de toutes formalités nécessaires.

Le représentant de la Société Absorbée s'oblige enfin et oblige la Société Absorbée à faire établir, à première réquisition de la Société Absorbante tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports.

- d) Le représentant de la Société Absorbée oblige la société qu'il représente à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la Société Absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à la Société Absorbée.
- e) Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement la Société Absorbée de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

15.2. Au regard de la Société Absorbante

- a) La Société Absorbante prendra les biens et droits transmis et notamment le fonds de commerce relatif de la Société Absorbée à elle apporté dans leur consistance et leur état à la Date de Réalisation sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit ni demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, contre la Société Absorbée, notamment pour vices de construction, dégradation des immeubles, mitoyennetés, mauvais état du sol ou du sous-sol, pour usure ou mauvais état du matériel et des objets mobiliers, erreur dans les désignations ou dans les contenances, quelle que soit la différence, l'insolvabilité des débiteurs ou toute autre cause.

La Société Absorbante bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc. qui ont pu ou pourront être allouées à la Société Absorbée.

Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits composant le patrimoine de la Société Absorbée, et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

- b) La Société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la Société absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.
- c) La Société Absorbante sera débitrice des créanciers de la Société Absorbée aux lieux et place de celle-ci sans qu'il en résulte novation à l'égard des créanciers. Ces

créanciers ainsi que ceux de la Société Absorbante dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion pourront faire opposition dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de ce Traité de Fusion.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de Fusion. Au cas où il serait fait des oppositions par des créanciers, conformément aux articles L 236-15 et R 236-11 du Code de commerce, la Société Absorbante devra faire son affaire d'obtenir la mainlevée de ces oppositions.

La Société Absorbante supportera en particulier tous impôts, primes d'assurances, contributions, loyers, taxes, etc., ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens transmis ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation.

La Société Absorbante fera également son affaire personnelle aux lieu et place de la Société Absorbée, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tous accords, traités, contrats, marchés ou engagements quelconques qui auront pu être souscrits par la Société Absorbée avec des tiers relativement à l'exploitation des biens et droits à elle transmis à la Date de Réalisation.

Elle exécutera à compter de la même date toutes polices d'assurance contre l'incendie, les accidents et autres risques et tous abonnements quelconques.

- d) La Société Absorbante se conformera aux lois, décrets et arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation transmise et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.
- e) La Société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la Société Absorbée à elle transmises à la Date de Réalisation.
- f) La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter de la Date de Réalisation, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits à elle transmis à la Date de Réalisation.
- g) La Société Absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.
- h) Le cas échéant, la Société Absorbante devra faire son affaire personnelle des investissements à effectuer au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, en ce qui concerne les salaires payés par la Société Absorbée pour la période écoulée depuis la réalisation des derniers investissements obligatoires.

15.3. Contrats de travail

En application de l'article L 1224-1 du Code du travail, les contrats de travail en cours avec le Personnel Transféré se poursuivront avec la Société Absorbante.

La Société Absorbée s'engage à transférer à la Société Absorbante le montant des provisions et engagements hors bilan constitués en matière d'indemnités de fin de carrière et correspondant aux droits acquis à la Date de Réalisation par le Personnel Transféré. La Société Absorbante fera son affaire du règlement de la quote-part pro rata temporis de toutes indemnités correspondantes pouvant être dues au Personnel Transféré s'y rapportant ainsi que de toutes primes, congés payés et charges sociales, droit à participation sur les résultats sans pouvoir en demander le remboursement à la Société Absorbée.

A toute fin utile, il est précisé que les engagements en matière de pensions et retraites du Personnel Transféré n'ont pas été évalués.

15.4 Conditions particulières - Régime fiscal

Les Sociétés Absorbée et Absorbante déclarent, chacune en ce qui les concerne :

- qu'elles ont leur siège social en France et sont soumises à l'impôt sur les sociétés ;
- que ces sociétés entendent placer l'opération de fusion sous les régimes fiscaux de faveur prévus par l'article 816 du Code général des impôts en matière de droits d'enregistrement, et par l'article 210-A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les options et engagements relatifs au présent Traité de Fusion s'établissent ainsi qu'il suit :

a) Enregistrement

La formalité de l'enregistrement sera effectuée gratuitement, en application de l'article 816 du Code général des impôts.

b) Impôts directs – effet rétroactif fiscal - Régime de faveur (article 210 A du Code général des impôts)

Les Parties rappellent qu'elles ont décidé de conférer à la Fusion un effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2026.

En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante, sous réserve des règles fiscales pour lesquelles la rétroactivité comptable et fiscale est sans effet.

En matière d'impôt sur les sociétés, les Parties déclarent placer la présente fusion sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du Code général des impôts.

En conséquence, la Société Absorbante prend l'engagement :

- a) de reprendre à son passif les provisions de la Société Absorbée dont l'imposition est différée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la fusion et la réserve spéciale où la Société Absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10%, de 15%, de 18%, de 19% ou de 25% ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du Code Général des Impôts ;

- b) de se substituer, le cas échéant, à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- c) de calculer les plus-values ultérieurement réalisées à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur que ces immobilisations avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ;
- d) de réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les délais et conditions fixés à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un des biens amortissables apportés entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

A compter de l'exercice au cours duquel la Société Absorbante déduit de son résultat imposable, en application du troisième alinéa du 2° du 1 de l'article 39, l'amortissement d'un fonds commercial pratiqué en comptabilité, ce fonds relève de l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts. Lorsqu'il ne donne pas lieu à un amortissement déduit du résultat imposable, le fonds commercial reçu relève du c dudit article 210 A-3 ;

- e) d'inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 5 et 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ou, à défaut, de comprendre dans les résultats de l'exercice de fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ;
- f) la présente fusion étant réalisée à la valeur nette comptable, et conformément à la doctrine administrative exprimée dans le BOFIP référencé BOI-IS-FUS-30-20, la Société Absorbante s'engage :
 - à inscrire à son bilan les écritures comptables de la Société Absorbée notamment les valeurs d'origine, amortissements et dépréciations, et à continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée ;
 - à poursuivre, le cas échéant, la réintégration échelonnée des subventions d'équipement finançant les immobilisations apportées par la Société Absorbée, conformément à l'article 42 septies du Code général des impôts,
 - à joindre à ses déclarations de résultats ultérieures, l'état de suivi visé à l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre des plus-values en report sur les éléments non amortissables, prévu au II de l'article 54 septies du Code général des impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 54 septies du Code Général des Impôts, l'état de suivi des plus-values sera également joint à la liasse fiscale qui sera déposée par la Société Absorbée dans les 60 jours de la publication dans un

journal d'annonces légales de la dissolution de cette société par l'effet de la présente Fusion.

La Société Absorbante, venant aux droits et obligations de la Société Absorbée, informera, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la première publication de l'opération de fusion dans un journal d'annonces légales, le service des impôts dont dépend la Société Absorbée de la cessation d'activité de cette dernière.

Ainsi qu'il résulte des stipulations ci-avant, l'opération prenant effet entre les Parties rétroactivement au 1^{er} janvier 2026, les résultats de la Société Absorbée seront compris à compter de cette date dans le résultat fiscal de la Société Absorbante.

La Société Absorbante déclare se substituer dans tous les engagements qu'aurait pu prendre la Société Absorbée à l'occasion d'opérations antérieures de fusion, d'apports partiels d'actifs, scissions ou de dissolution sans liquidation soumis aux dispositions des articles 210-0 A à 210 C du Code général des impôts et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre de la présente Fusion ou aux titres de la Société Absorbée.

En tant que de besoin, la Société Absorbante déclare opter pour le régime dérogatoire prévu à l'article 42 septies du Code général des impôts en matière d'imposition étalée des fractions de subventions d'équipement non imposées chez la Société Absorbée.

c) Déclaration relative à la taxe sur la valeur ajoutée

La Société Absorbante et la Société Absorbée déclarent être assujetties à la TVA.

Dès lors que la présente transmission universelle de patrimoine résultant de l'opération de fusion de la Société Absorbée par la Société Absorbante est réalisée entre redevables de la TVA, les livraisons de biens, les prestations de services et, le cas échéant, les opérations mentionnées au 6^o et 7^o de l'article 257 du Code général des impôts comprises dans la présente opération sont dispensées de la TVA en application des dispositions de l'article 257 bis du Code général des impôts.

Conformément aux dispositions légales susvisées, commentées au BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10 la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

La Société Absorbante et la Société Absorbée, chacune pour ce qui les concerne, devront mentionner le montant total hors TVA des biens transmis et reçus sur leur déclaration de TVA due au titre de la période au cours de laquelle la transmission sera réalisée sur la ligne 05 « Autres opérations non imposables ».

Le cas échéant, les Parties réaliseront toutes les formalités requises auprès de l'Administration fiscale.

La Société Absorbante sera purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée.

En conséquence :

- (i) la Société Absorbée transférera purement et simplement le crédit de TVA dont elle disposera, le cas échéant, au jour de la réalisation définitive de la fusion. La Société Absorbante reportera le montant de crédit de TVA transféré dans sa

déclaration de TVA (formulaire CA3) et indiquera l'origine de ce montant dans le cadre réservé à la correspondance (BOI-TVA-DED-50- 20-20-20210224, n°130) ;

- (ii) la Société Absorbante note que le transfert des biens d'investissement réalisés dans le cadre de la transmission d'universalité totale prévue par les dispositions de l'article 257 bis du Code général des impôts, dans le délai de régularisation prévu à l'article 207 de l'annexe II au Code général des impôts, ne donnera pas lieu, chez la Société Absorbée à une régularisation globale du droit à déduction prévue au III de ce même article.

La Société Absorbante sera réputée continuer la personne de la Société Absorbée. Elle sera donc tenue, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction dans les conditions prévues à l'article 207 de l'annexe II au Code général des impôts et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité et qui auraient en principe incombé à la Société Absorbée. La transmission n'a pas pour effet de faire courir un nouveau délai de régularisation chez le bénéficiaire. (BOI-TVA-DED-60-20-10-20180103, n°280).

La Société Absorbée s'engage à fournir à la Société Absorbante toutes les pièces comptables justifiant la réalité des droits à récupération.

La Société Absorbée déposera, dans le délai de trente jours prévu aux articles 286, I-1° du Code général des impôts et 36 de l'annexe IV dudit Code, suivant la date de réalisation de l'opération pour les besoins de la TVA, une déclaration de cessation d'activité ainsi que la déclaration de TVA qui reportera toutes les opérations réalisées depuis la dernière déclaration de TVA déposée et liquider la TVA restant due.

d) Opérations antérieures

Plus généralement, la Société Absorbante reprend le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxe sur la valeur ajoutée, ou à tout autre report ou sursis d'imposition. dans la mesure où ces engagements se rapportent aux éléments transmis dans le cadre de la présente Fusion.

e) Contribution économique territoriale

La rétroactivité de la Fusion étant sans effet en matière de contribution économique territoriale, la Société Absorbée reste redevable de la contribution économique territoriale due au titre de l'année de réalisation de la Fusion.

En vertu du principe selon lequel la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due pour l'année entière par le redevable qui exerce une activité imposable au 1er janvier, la Société Absorbée demeurera, le cas échéant redevable de la CFE pour l'année 2026. La Société Absorbante signalera à l'administration fiscale le changement d'exploitant au plus tard le 31 décembre de l'année de la Fusion.

De plus, la Société Absorbée sera redevable de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) pour la valeur ajoutée produite depuis l'ouverture de l'exercice fiscal en cours à la date de réalisation de la Fusion. Le cas échéant, la Société Absorbée déposera dans les 60 jours suivant la réalisation de la Fusion, une déclaration CVAE

pour l'exercice fiscal en cours et procédera au paiement du montant de cotisation correspondant.

f) Participation à l'effort de construction

La Société Absorbante déclare se substituer à la Société Absorbée pour l'application des dispositions des articles 235 bis du Code Général des Impôts et 162 de l'annexe II au Code Général des Impôts relatifs à la participation des employeurs à l'effort de construction et s'engage à ce titre à prendre en charge les obligations de la Société Absorbée tout en demandant le bénéfice de la faculté de report des excédents d'investissement déjà réalisés par la Société Absorbée.

La fusion étant placée sous le régime spécial visé à l'article 210 A du Code général des impôts, la Société Absorbante s'engage à prendre à sa charge l'obligation d'investir qui incombe à la Société Absorbée à raison des salaires versés, en application de l'engagement joint à la déclaration fiscale de cession. En contrepartie de cet engagement, la Société Absorbante bénéficie du report des éventuels excédents de la Société Absorbée (BOI-TPS-PEEC-40 n°280).

g) Participation des employeurs à la formation professionnelle continue et taxe d'apprentissage

La Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, de la taxe d'apprentissage et le cas échéant, de la contribution sociale de solidarité des entreprises.

h) Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

La Société Absorbante fera figurer au passif de son bilan la réserve spéciale de participation correspondant aux droits des salariés liés à l'activité transférée, si toutefois une telle réserve devait exister.

i) Subrogation générale

Enfin, et d'une façon générale, la Société Absorbante s'oblige à se subroger purement et simplement dans l'ensemble des droits et obligations de Société Absorbée pour assurer le paiement de toutes cotisations ou impôts restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution, que ce soit en matière d'impôts directs, indirects ou d'enregistrement.

CHAPITRE V – REMUNERATION DE LA FUSION – ABSENCE D'AUGMENTATION DE
CAPITAL DE LA SOCIETE ABSORBANTE – MALI DE FUSION

ARTICLE 16. REMUNERATION DE LA FUSION, ABSENCE D'AUGMENTATION DE CAPITAL
ET MALI DE FUSION

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce et dès lors que la Société Absorbante détient et détiendra, au jour du dépôt au greffe du Tribunal des Activités Economiques du présent Traité, de Fusion la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Absorbée, il ne sera pas procédé à l'échange des actions de la Société Absorbée contre des actions de la Société Absorbante.

Il n'y aura donc pas lieu à émission d'actions de la Société Absorbante contre les actions de la Société Absorbée, ni à augmentation du capital de la Société Absorbante.

En conséquence, il n'y a pas lieu à déterminer un rapport d'échange.

L'estimation totale des biens et droits apportés s'élève à la somme de 6 316 895 euros
Le passif pris en charge par NEOX-IT au titre de la Fusion s'élève quant à lui à 1 715 401 euros

La valeur nette des biens apportés s'élèvent donc à 4 601 494 euros.

NEOX-IT étant propriétaire de la totalité des actions de CIT, et ne pouvant devenir propriétaire de ses propres actions, le représentant de NEOX-IT (Société Absorbante) déclare que NEOX-IT renoncera, si la Fusion se réalise, à exercer ses droits du fait de cette réalisation, en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée.

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés, soit 4 601 494 euros, et la valeur comptable des 532 actions de CIT dans les comptes de la Société Absorbante, soit 26.578.830 euros, différence par conséquent égale à -21 977 336 euros, constituera un mali de fusion (mali comptable), analysé comme étant un mali technique et devant être inscrite en immobilisation incorporelles dans un sous-compte « mali de fusion » (sous-compte 207).

CHAPITRE VI- DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

ARTICLE 17. DISSOLUTION DE CIT

Conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce, la réalisation de la fusion-absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante entraînera la dissolution de plein droit sans liquidation de la Société Absorbée et la transmission universelle de son patrimoine à la Société Absorbante.

CHAPITRE VII – DECLARATIONS DIVERSES

ARTICLE 18. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE LA SOCIETE ABSORBANTE

Le représentant de la Société Absorbante déclare qu'il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire de NEOX-IT :

- de décider la modification de l'objet social de la société NEOX-IT afin d'inclure spécifiquement l'activité logiciels PMS.

CHAPITRE VIII – REALISATION DE LA FUSION

ARTICLE 19. CONDITIONS SUSPENSIVES

La Fusion objet du présent projet de Traité de Fusion est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- a) L'accord des prêteurs de NEOX-IT au titre de la présente Fusion et plus généralement de la fusion de l'activité logiciels PMS (en ce inclus les Autres Fusions PMS), en application du Contrat de Crédits en date du 21 juillet 2022, tel qu'amendé par l'avenant n°1 du 6 décembre 2022,
- b) La signature d'un avenant à la promesse de vente des titres de la société NEOX-IT conclue le 11 juillet 2023 entre M2CES, Mme Eve-Marie Jouberteix et M. Stéphane Feraud en qualité de promettant, d'une part, et M. Cyril Bailly et Mach-1 de deuxième part, en qualité de bénéficiaire de 1^{er} rang, et les investisseurs financiers de NEOX-IT de troisième part, en qualité de bénéficiaire de 2nd rang,
- c) Réponse positive de l'administration fiscale, expresse ou tacite, à la demande de rescrit adressée par la société NEOX-IT et ses filiales parties à la fusion PMS, confirmant que le régime spécial des fusions prévu à l'article 210-0 A du Code général des impôts ne pourra pas être remis en cause en application de la clause « anti-abus » prévue au III de l'article 210-0 A du même code,
- d) L'approbation de la fusion par l'associé unique de la Société Absorbée, y inclus l'approbation de la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée et la transmission universelle de son patrimoine,

- e) L'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante.

La présente Fusion et la dissolution de la Société Absorbée qui en résulte seront définitivement réalisées à une date intervenant le jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives susvisées (la « **Date de Réalisation** »), laquelle devra intervenir en tout état de cause à l'issue de l'expiration du délai d'opposition des créanciers et, sauf accord contraire écrit des Sociétés Participantes, au plus tard le 31 décembre 2026, avec un objectif de réalisation au 1^{er} novembre 2026.

À défaut de levée desdites conditions suspensives au plus tard le 31 décembre 2026 et à moins que les parties n'en décident autrement, le présent Traité pourrait être considéré comme nul et non avenu à la demande formulée par l'une ou l'autre des Parties, notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

CHAPITRE IX - FORMALITES DE PUBLICITE – DESISTEMENT - FRAIS ET DROITS - ELECTION DE DOMICILE - POUVOIRS POUR LES FORMALITES

ARTICLE 20. FORMALITES DE PUBLICITE

Le présent Traité de Fusion sera publié conformément au Code de commerce et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la Date de Réalisation. Les oppositions seront le cas échéant portées devant le tribunal des activités économiques compétent qui en réglera le sort.

La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés, en ce inclus, non limitativement, auprès de l'Institut National de Propriété Intellectuelle, de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, de l'Office de l'Union Européenne pour la propriété intellectuelle.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

ARTICLE 21. DESISTEMENT

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 22. REMISE DE TITRES

Il sera remis lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatif de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les valeurs mobilières, la justification de la propriété des actions et autres droits

sociaux et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés par CIT à NEOX-IT.

ARTICLE 23. FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la Société Absorbante.

ARTICLE 24. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font élection de domicile chacune en leur siège social respectif.

ARTICLE 25. POUVOIRS POUR LES FORMALITES

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications où besoin sera et notamment en vue du dépôt au greffe du tribunal des activités économiques.

ARTICLE 26. AUTONOMIE DES DISPOSITIONS

Si un tribunal compétent juge qu'une disposition du présent Traité est invalide, illégale ou inopposable, les autres dispositions du Traité resteront en vigueur, si les termes et conditions essentiels du présent Traité concernant chaque Partie restent valides, contraignants et opposables. Les Parties s'efforceront raisonnablement de remplacer la disposition invalide ou inopposable par une nouvelle disposition valide, légale et opposable dont l'effet devra être aussi proche que possible de l'effet souhaité dans la disposition jugée invalide, illégale ou inopposable.

ARTICLE 27. INTEGRALITE DE L'ACCORD

Le présent Traité de Fusion constitue l'accord définitif, exhaustif et exclusif entre les Parties, concernant l'objet des présentes.

ARTICLE 28. AVENANTS

Le présent Traité de Fusion ne peut être modifié et complété qu'au moyen d'un document écrit signé pour le compte de chacune des Parties aux présentes.

ARTICLE 29. SIGNATURES ELECTRONIQUES

Le Traité de Fusion et ses annexes sont signés par voie électronique conformément à l'article 1366 du Code civil.

Chaque Partie reconnaît qu'elle a reçu toutes les informations requises pour la signature électronique du Traité de Fusion et qu'elle a signé le Traité de Fusion par voie électronique en toute connaissance de la technologie utilisée, et renonce par conséquent à toute réclamation et/ou action en justice afin de remettre en cause la fiabilité de ce système de signature électronique et/ou son intention de conclure le Traité de Fusion. En outre, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil, l'obligation de remise d'un exemplaire original papier à chacune des Parties n'est pas nécessaire comme

preuve des engagements et obligations de chaque Partie à cet accord. La remise d'une copie électronique du Traité de Fusion à chacune des Parties constitue une preuve suffisante et irréfutable des engagements et obligations de chaque Partie.

Les Parties s'entendent pour désigner la ville de Versailles (France) comme lieu de signature du Traité de Fusion et acceptent que le Traité de Fusion soit conclu par voie électronique, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, par l'intermédiaire de la plateforme Docusign, ainsi que le reconnaît et l'accepte chacun des signataires.

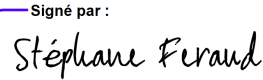
30 juin 2026 | 11:25 CDT

DocuSigned by:

B67E50DF5A994A3...

NEOX-IT
Société Absorbante
Représentée par MACH-R
Elle-même par : M. Cyril BAILLY

30 juin 2026 | 19:10 CEST

Signé par :

9734DACCE558416...

CIT
Société Absorbée
Représentée par : M2CES
Elle-même par : M. Stéphane Feraud